

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



L'Écho du Triangle du mercredi 27 janvier 2021

Signez et faites signer le Serment du triangle

Dans ce numéro :

- 17 janvier et après : prochaine ZADimanche 31 janvier 2021
 - Signez le Serment du Triangle !
 - L'Aire des Vents à Dugny : un bien commun au service de l'intérêt de toutes et tous
 - Signez la pétition contre l'extension de Roissy, une bombe sanitaire et climatique
 - Point juridique et appel à don pour le CPTG
 - Revue de presse
-

17 janvier et après : prochaine ZADimanche 31 janvier 2021 à partir de 12h30 sur le Triangle

Succès de la ZADimanche du 17 janvier dernier

La forte mobilisation du 17 janvier est une première réponse à l'annonce faite par la Société du Grand Paris de démarrer les travaux de la gare Triangle de Gonesse et de la ligne 17 Nord. Difficile d'estimer le nombre de manifestant.es. Cinq cents Serments du Triangle ont été imprimés et beaucoup d'entre nous sont repartis sans avoir pu le signer. Les prises de paroles ont été nombreuses et diverses de la part des personnalités politiques, scientifiques, économiques et associatives. Nous sommes dans une course de vitesse en attendant que le gouvernement rende public le rapport de Francis Rol-Tanguy et dise la suite de l'arrêt d'EuropaCity. La fuite incontrôlée du rapport sans ses annexes ne peut tenir lieu de publication. La décision gouvernementale nous dira si le projet CARMA, prêt à démarrer, en aura la possibilité politique. Dans le cas contraire nous serons dans l'obligation de poursuivre la mobilisation citoyenne contre cette volonté de bétonner pour bétonner sans le moindre projet crédible et concerté.



NDDL, le 17 janvier est férié ; la banderole en solidarité avec le CPTG

En tous cas, cette ZADimanche semble avoir accéléré les réflexions préfectorales sur l'avenir du Triangle de Gonesse, puisque le même jour un article du quotidien Le Parisien annonçait les projets d'artificialisation des terres sélectionnés par le préfet du Val d'Oise (cf. revue de presse).

Enfin, une assemblée des luttes a réuni une vingtaine de collectifs et s'est conclue sur l'envie commune de créer une coordination entre nos luttes afin de les renforcer.

Prochaine ZADimanche le 31 janvier à partir de 12h30

Pour prolonger cette mobilisation du 17 janvier qui a donné lieu à la signature du Serment du Triangle pour réagir à l'annonce de la reprise du chantier de la gare et de la ligne 17 Nord, la reprise des ZADimanches est nécessaire. Elle prendra la forme d'une assemblée des copropriétaires pour préparer les actions à venir contre la reprise annoncée du chantier.

(repas sorti du sac, lieu habituel, chemin de la Justice à Gonesse, contact 06 76 90 11 62).

Nous vous y attendons le plus nombreux possible.

Signez le Serment du Triangle !

On croyait les terres fertiles du Triangle de Gonesse sauvées de la destruction depuis l'abandon du projet de méga-centre commercial et de loisirs EuropaCity. Erreur ! En ce début d'année, la Société du Grand Paris annonce la reprise des travaux de la gare, qui rendrait inéluctable l'urbanisation de la zone. Les scientifiques et la Convention citoyenne sur le climat soulignent pourtant l'absolue nécessité de ne plus porter atteinte aux terres agricoles : toute nouvelle bétonisation accroît la menace sur notre avenir.

Dans l'urgence, des centaines de citoyennes et de citoyens se sont rassemblés sur place le dimanche 17 janvier et ont dit leur détermination à sauver ce patrimoine commun.

[Rejoignez-les en signant ici le Serment du Triangle](#)

[Lien vers le communiqué de presse du CPTG daté du 25 janvier 2021](#)

SERMENT du TRIANGLE

Étant établi que, suite à l'abandon du projet EuropaCity par le gouvernement, les terres agricoles du Triangle de Gonesse sont appelées à jouer un rôle important dans un approvisionnement alimentaire de qualité,

Étant établi que, malgré cette décision, la Société du Grand Paris annonce vouloir débiter les travaux d'une gare au milieu de ces terres,

Étant établi que ces terres abritent la biodiversité, qu'elles conservent la ressource en eau et qu'elles limitent les pics de chaleur,

Étant établi que l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) a fait l'acquisition, au nom de l'intérêt général, de 110 hectares de terres agricoles du Triangle de Gonesse,

Ces 110 hectares doivent être considérés comme un patrimoine commun.

En conséquence :

Je m'en déclare copropriétaire, avec l'ensemble des habitant.es de l'Île-de-France.

Je me déclare responsable du vivant qui les habite, que je m'engage à protéger contre toute tentative d'artificialisation et de destruction, quelle qu'elle soit.

Fait à..... le.....



Article L 110-1 du Code de l'environnement :
Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage. Les processus biologiques, les sols et la géodiversité concourent à la constitution de ce patrimoine.

L'Aire des Vents à Dugny : un bien commun au service de l'intérêt de toutes et tous

Ne les laissons pas tourner le dos à l'urgence climatique pour des raisons exclusivement financières.

Nous devons arrêter ensemble ces destructions d'espaces verts. Votre voix, Vos choix pour l'environnement et la qualité de vie à Dugny seront déterminants.

Rassemblement le samedi 30 janvier à 10h30 Parvis Edith Piaf à DUGNY

Plus d'infos sur les pages Facebook de MNLE93 , OUI aux terres de Gonesse , Notre Parc n'est Pas à Vendre, Saccage2024

Et pour soutenir financièrement les actions en justice et par pétition : [Helloasso](#)

Nous vous recommandons aussi la courte vidéo « [Prendre racine](#) » de Saccage 2024 (durée : une minute)



Signez la pétition contre l'extension de Roissy, une bombe sanitaire et climatique !



Photo : Julien Héline

Vous avez entendu parler de la loi Climat ? Ce projet de loi présenté début janvier par le gouvernement devait reprendre les mesures de la Convention citoyenne pour le climat, qui seraient ainsi transmises “sans filtre” au Parlement. Or il n’en est rien ! Comme le dénonce Réseau action climat, la grande majorité des propositions des citoyens a été amoindrie, mettant hors de portée l’objectif de -40% d’émissions de gaz à effet de serre en 2030.

Les mesures de la Convention citoyenne visant à limiter le transport aérien ne font pas exception. Ainsi l’article 36 mentionne bien l’interdiction des extensions d’aéroport, mais la date et les modalités d’application retenues font que tous les projets en cours (Nice, Marseille, Lille, Roissy...) pourraient malgré tout voir le jour !

À Roissy, le projet d’un nouveau Terminal 4 permettrait d’accueillir plus de passagers que l’aéroport d’Orly.

À l’heure où le trafic aérien sera durablement affecté par la crise sanitaire et économique, investir 8 milliards d’euros dans une extension d’aéroport est une hérésie.

À l’heure où le secteur aérien représente déjà 7% de l’empreinte carbone nationale, et alors que l’avion électrique ou à hydrogène n’ont pas démontré leur faisabilité et n’auraient qu’un impact limité, il serait impensable que l’État soutienne ce projet qui émettrait, à pleine capacité, 15 millions de tonnes de CO₂eq supplémentaires par an, soit l’équivalent des émissions de 24 millions de Français pour le chauffage de leur logement.

À l'heure où la santé des populations survolées est déjà dramatiquement impactée par le trafic intense de Roissy - qui accueille le plus grand nombre de vols, notamment de vols de nuit, en Europe - il n'est pas admissible d'augmenter encore le trafic aérien.

Nous refusons la fuite en avant d'une croissance sans limites du trafic aérien et demandons le développement d'alternatives là où c'est possible. Il faut en particulier investir massivement dans le développement du train, de jour et de nuit, pour réduire notre empreinte écologique.

Ironie du calendrier, l'enquête publique sur le projet d'extension de Roissy pourrait avoir lieu au printemps, en même temps que le débat parlementaire sur la loi Climat. Le gouvernement poussera-t-il l'incohérence jusque-là ?

Nous sommes désormais nombreux, citoyens, élus, associations, à lutter contre ce projet. La pétition contre le Terminal 4 rassemble déjà 30 000 signatures : atteignons 50 000 signatures avant l'enquête publique !

Pour agir :

- signez la pétition sur internet <https://agir.greenvoice.fr/p/roissy>
- et partagez-la, avec vos proches et sur les réseaux sociaux !

Ensemble, nous pouvons mettre fin à ce projet qui serait une catastrophe pour le climat et la santé !

Point juridique et appel à don pour le CPTG

Décision juridique inattendue de la cour administrative d'appel de Versailles relative au PLU de Gonesse : ce n'est pas la première fois.

La révision du PLU de Gonesse classant constructible 300 ha du Triangle de Gonesse a reçu un avis défavorable du commissaire enquêteur. La majorité du conseil municipal est passée outre cet avis. Les associations membres du CPTG et le CPTG ont saisi le tribunal administratif (TA) de Cergy qui a annulé le nouveau PLU en mars 2019 et donc le constructibilité des 300 ha de la zone d'activités. La commune a fait appel de cette décision. Le 17 décembre 2020, la cour administrative d'appel (CAA) de Versailles n'a pas suivi l'avis du rapporteur public et a rétabli le PLU annulé par le TA de Cergy. Un an plus tôt nous avons subi le même revers juridique concernant l'arrêté préfectoral de création de la ZAC. Le CPTG a décidé d'aller en cassation.

Cette même cour a renvoyé vers la CAA de Paris (seule juridiction compétente en matière d'équipement prévu pour les jeux olympiques de 2024, sans tenir compte du fait que la mise en service de la ligne 17 Nord est prévue pour 2030) la procédure en cours au TA de Montreuil contre l'autorisation environnementale de la ligne 17 Nord. Le recours n'étant pas suspensif, la Société du Grand Paris a aussitôt annoncé le démarrage du chantier sur le Triangle de Gonesse.

Nos avocats se préparent à déposer des référés dès que les signes du chantier seront visibles pour accompagner la mobilisation citoyenne contre la gare dans le prolongement du rassemblement du 17 janvier 2021.

Diverses procédures sont en attente de jugement : sur le permis de construire de la gare, sur la modification du PLU pour la construction de la gare.

Jusqu'à cette dernière période, les dons réguliers nous ont permis de répondre aux demandes d'honoraires des avocats. L'accroissement actuel des procédures nous oblige à puiser dans la réserve, c'est pourquoi nous lançons cet appel aux dons indispensables pour l'action juridique du CPTG :

Lien pour faire un don avec délivrance d'un reçu fiscal :

<https://www.helloasso.com/associations/cptg/formulaires/1>

Revue de presse

Dimanche 31 janvier 2021 à 13h20 la prochaine émission « CO2 mon amour » présentée par Denis Cheyssoux évoquera l'avenir du Triangle de Gonesse

Dimanche 17 janvier 2021 le quotidien Le Parisien a bien fait les choses puisqu'il a publié trois articles au sujet du Triangle de Gonesse : « **Triangle de Gonesse : le préfet du Val-d'Oise opte pour l'urbanisation partielle** » de Julie Olnagol, "**Triangle de Gonesse, pour le député Aurélien Taché, «la demi-mesure ne préserve pas les terres agricoles»**" de Julie Olnagol et « **Triangle de Gonesse : les opposants font «le serment» de sauver les terres agricoles** » de Marie Persidat.

Le premier article, écrit avant le rassemblement sur le Triangle, nous apprend que le préfet du Val d'Oise « se prononce, dans son rapport [plan d'actions pour le Val d'Oise] rendu au Premier ministre, en faveur du scénario de l'aménagement de 110 ha de la ZAC du Triangle de Gonesse », qui était un des trois scénarios figurant dans le rapport rendu par le haut fonctionnaire Francis Rol-Tanguy. L'argumentation du préfet est très plate (« Cette opération d'aménagement « participera à créer des emplois ») et déjà entendue quand il s'agissait d'EuropaCity à cette différence près que le mot « entraînement » remplace aujourd'hui le mot « attractivité » ("« Sa situation stratégique entre les deux aéroports et sa desserte par la ligne 17 en font un site d'envergure métropolitaine, susceptible d'avoir un effet d'entraînement sur le reste du territoire », indique le document. »). Plus concrètement, le préfet ressuscite le projet d'immobilier de bureau Triango et pioche allègrement - on dirait aujourd'hui « sans filtre » - dans la liste de Noël de la présidente du département (lire plus bas). Tout ça pour ça !

La dépêche AFP « **Malgré l'abandon d'Europacity, les terres agricoles du Triangle de Gonesse restent menacées** » du 17 janvier 2021 souligne l'ampleur du rassemblement : « Quelque 500 manifestants, dont plusieurs élus écologistes et de gauche, se sont réunis ce dimanche contre le projet d'installation d'une gare et d'un quartier d'affaires. ». La présence d'élus n'est pas passée inaperçue : "Parmi les quelque 500 manifestants dimanche, plusieurs élus écologistes et de gauche ont pris la parole, à l'image d'Eric Piolle le maire (EELV) de Grenoble ou la députée « insoumise » de la Seine-Saint-Denis – candidate aux régionales – Clémentine Autain. (...) Selon l'eurodéputé EELV Yannick Jadot « le projet d'Emmanuel Macron sur l'artificialisation des terres, c'est de la "guignolade". »"

Lundi 18 janvier 2021 Reporterre a publié le reportage « **À Gonesse, on se bat contre une gare au milieu des champs** » (illustré de belles photos) de Laury-Anne Cholez et Anna Kurth, qui expliquent que, si « les militants veulent préserver les dernières terres agricoles au nord de la capitale » pour en faire un lieu dédié à la transition écologique [avec CARMA] », « les bulldozers [envoyés par la Société du Grand Paris pour reprendre le chantier de la ligne 17 Nord] pourraient envahir les champs avant le printemps, même s'il reste encore quelques recours juridiques - non suspensifs - sur la modification du plan local d'urbanisme et l'étude d'impact environnemental. ». L'abandon du soutien de l'Etat à EuropaCity en novembre 2019 est qualifié à raison de « victoire en trompe-l'œil : les cent dix hectares de terres agricoles sont loin d'être préservés de l'artificialisation ».

La réussite du rassemblement auquel ont participé de nombreux élus sonne comme un avertissement au gouvernement : "*« L'avenir du triangle de Gonesse est devenu un enjeu national. Je ne pense pas que le gouvernement s'attendait à un tel rassemblement dans la période actuelle »*, sourit Bernard Loup."

Même son de cloche dans l'article « **À Gonesse, l'abandon du projet d'EuropaCity ne règle pas le problème de l'artificialisation des terres agricoles** » de Rémi Barroux publié le 18 janvier 2021 par Le Monde. Le premier paragraphe de l'article résume bien la situation : « L'abandon par Emmanuel Macron du projet d'EuropaCity – un mégacentre commercial et de loisir –, en novembre 2019, ne signifie pas que les terres agricoles du Triangle de Gonesse (Val-d'Oise), qui lui étaient destinées, ne seront pas artificialisées. « *La victoire, ce sera quand le projet de gare sera abandonné, quand la zone d'activité le sera aussi* », a déclaré dimanche 17 janvier, devant plusieurs centaines de manifestants, Bernard Loup, le président du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), non loin de l'emplacement prévu pour la future gare. Après avoir cité la réaction de la présidente du conseil départemental du Val d'Oise (cf. ci-après), Rémi Barroux rapporte les propos teintés de complotisme – Donald Trump a fait des émules jusqu'en Plaine de France ! - du maire de Gonesse J.-P. Blazy (« *Nous avons été victimes non pas d'un choix écologique d'Emmanuel Macron, mais d'un choix économique* »), qui rêve toujours d'EuropaCity alors que la pandémie de COVID-19 a définitivement envoyé ce type de projet dans les oubliettes de l'Histoire commerciale.

L'article de Rémi Barroux s'achève sur le message envoyé ce 17 janvier au gouvernement français : "*« Le gouvernement n'a toujours pas décidé. Il doit choisir de ne pas faire la gare, on ne lâchera pas. On s'est toujours inspiré de la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes [projet de nouvel aéroport au nord de Nantes, abandonné par le président de la République en janvier 2018]. Est-ce que le gouvernement veut des affrontements avec la police ? »*, prévient Bernard Loup."

La journaliste Jade Lindgaard a écrit les articles "**Les terres agricoles du triangle de Gonesse toujours en sursis**" et "**Sur le triangle de Gonesse: «Nous sommes le territoire de l'accord de Paris»**" publiés les 15 et 18 janvier 2021 par Mediapart. Dans le 1^{er} article, elle pointe les limites de l'« en même temps » en matière d'écologie : « Malgré ses appels à protéger la biodiversité mondiale, notamment lors du récent One Planet Summit, l'exécutif s'empêtre dans le dossier du triangle de Gonesse, ces 600 hectares de terres agricoles qui s'étendent au nord de Paris, entre les aéroports du Bourget et de Roissy. »

Au centre du débat sur l'avenir du Triangle, il y a toujours la gare de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express : « La gare « *Triangle de Gonesse* », qui apparaît dans tous les plans du futur métro péri-urbain, devient ainsi un point de fixation des antagonismes locaux. C'est aussi un enjeu symbolique : celui de la fin d'un monde où les terres agricoles étaient considérées comme de simples réserves foncières en attente d'urbanisation. Face aux dérèglements climatiques et au péril menaçant la biodiversité – près d'un million d'espèces vivantes sont en danger -, les sols cultivables prennent une valeur inestimable et intrinsèque. ». Dans son 2nd article Jade Lindgaard saisit bien l'atmosphère du rassemblement du 17 janvier : « Cette ZADimanche, organisée par le Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG) fut à l'image du mouvement qui s'oppose à l'urbanisation de ces champs : efficace, joviale et déterminée. »

Le reportage très coloré "**Triangle de Gonesse : «Pourquoi l'accès au bio en circuit court serait-il réservé aux riches ?»**" de Daphné Deschamps publié le 20 janvier 2021 par Libération plante d'emblée le décor : « Ils sont plusieurs centaines, rassemblés sur une petite parcelle, très vite transformée en mare de boue, ce dimanche, à l'appel du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), malgré un froid piquant et les chutes de neige de la veille. ». Parmi les intervenants de la journée figurait Alain, maraîcher en AMAP à Cergy sur des terres acquises par la Foncière Terre de liens : "*«C'est parfait comme projet, surtout avec des terres fertiles comme celles-ci, juge Alain, maraîcher bio à Cergy (Val-d'Oise). Le circuit court, ça marche. Tous ces hectares disponibles, c'est dommage d'y faire pousser du blé, quand on pourrait y mettre des légumes. Évidemment, le blé, ça nourrit, mais ça ne fait pas tout.»* A Cergy, Alain nourrit une petite partie de la population avec ses légumes, mais il n'exploite que quelques hectares ; le Triangle de Gonesse offre 280 hectares de terres agricoles dont les potentiels fruits ne demandent qu'à finir dans les assiettes franciliennes, et pas forcément à des prix exorbitants. » Le plaidoyer en faveur de CARMA est partagé par de nombreux élus locaux présents au rassemblement.

Mais à très court terme, la priorité est ailleurs : « Le rassemblement de dimanche est centré sur l'urgence de la situation du Triangle de Gonesse : les travaux de la gare homonyme pourraient très vite débiter, signant pour les militants présents le début de l'inéluctable urbanisation de la région. (...) Pour [les personnes présentes dimanche], pas question d'interrompre la lutte. En atteste le Serment du Triangle, qui enjoint les signataires à se déclarer «*responsables du vivant*», et surtout à «*le protéger contre toute tentative d'artificialisation et de destruction, quelle qu'elle soit*». »

Radio Parleur a aussi diffusé le 20 janvier 2021 le reportage « **Triangle de Gonesse, lutter contre une gare égarée** » réalisé par Elin Casse qui, comme les autres journalistes présents le 17 janvier, a bien noté que l'abandon d'EuropaCity n'avait pas décidé du devenir des terres agricoles : "Malgré l'annulation du centre commercial, la construction de la gare qui devait le desservir est maintenue. Bernard Loup, président du CPTG, insiste : « *L'abandon d'EuropaCity, nous l'avons toujours dit : ce n'est pas une victoire. La victoire ce sera quand la gare sera abandonnée* ». »

Mme Cavecchi ressort sa liste de Noël

Belote. L'article « [Le plan du Val-d'Oise pour se relancer](#) » publié le 20 décembre 2020 par Le Journal du Dimanche avait détaillé la liste de Noël envoyée au préfet du Val d'Oise par M.-C. Cavecchi, la présidente du conseil départemental, pour remplir le Triangle de Gonesse de projets immobiliers : *"Autour de la gare de Gonesse (110 hectares), elle plaide pour un nouveau quartier accueillant « un conservatoire national de la presse, un centre de conservation pour la BNF [ndlc : lire la réponse syndicale ci-dessous] et une cité des médias », ainsi qu'une annexe de la Philharmonie de Paris pour jeune public, un nouveau Creps (centre de ressources, d'expertise et de performance sportive) et une cité scolaire internationale doublée d'une école de la gastronomie et de l'hôtellerie."*

Rebelote. Preuve supplémentaire du succès du rassemblement du 17 janvier sur le Triangle, le lendemain 18 janvier M.-C. Cavecchi a fait publier par le site Internet départemental une réaction, où elle commence par traiter les manifestants du qualificatif doublement réducteur de « centaine de militants politisés représentant une minorité », alors que les journalistes présents ce jour-là en ont recensé de trois cents à cinq cents. Ces propos indignes ne sont pas sans rappeler le mot méprisant employé par J.-P. Blazy au printemps 2014 devant la caméra de France 3 alors que des centaines de personnes opposées à EuropaCity manifestaient devant sa mairie : « groupuscule ».

Après un oxymore (« croissance durable ») et ses lamentations de rigueur (« les habitants de l'Est du département abandonnés depuis trop longtemps »), Mme Cavecchi ressort sa liste de Noël à la EuropaCity : « une Cité internationale, un second Creps, un conservatoire national de la presse et le centre de conservation des collections de la BNF ou encore la réflexion sur l'implantation d'un nouveau site des MIN en Val d'Oise autour des circuits-courts ». Comme Mme Cavecchi veut voir atterrir ces projets hors sol autour de la Patte d'Oie de Gonesse, cela ressemble fort à du gavage d'oie.

Mme Cavecchi finit sa réaction par une invocation de la ligne 17 Nord, emphatiquement jugée « essentielle pour le département, et l'Île-de-France » à l'heure du naufrage économique du transport aérien que la ligne desservirait, et avance un trop faible nombre de voyageurs pour justifier la gare (« 15 000 »).

Au conseil départemental du Val d'Oise, rien de nouveau.

Réponse du syndicat SUD Culture Solidaires, section de la Bibliothèque nationale de France à Mme Cavecchi

Nous avons pris connaissance des déclarations de madame Cavecchi, qui pour justifier la bétonisation sauvage du triangle de Gonesse, parle d'y installer le futur site de stockage d'une partie des collections de la BnF (ce qui n'est d'ailleurs qu'une possibilité car de nombreuses villes sont candidates pour accueillir ce site). Or, il y a actuellement une mobilisation au sein de la BnF soutenue par notre organisation syndicale pour que ce futur site de stockage soit construit sur le site technique actuel de Bussy-Saint-Georges, afin de garantir l'avenir de celui-ci et des agent-e-s qui y travaillent, mais aussi d'éviter une urbanisation trop importante, alors que le site actuel de Bussy-Saint-Georges dispose de l'espace, dans une zone déjà urbanisée, pour qu'un bâtiment supplémentaire y soit construit.

De plus, en tant qu'organisation syndicale nous refusons que ce futur site de stockage d'une partie des collections d'un établissement public culturel, qui est en soit nécessaire vu les besoins de la BnF, puisse servir de prétexte pour un projet anti-écologique, destructeur et pollueur. Cela d'autant plus que nous soutenons depuis longtemps la lutte du triangle de Gonesse, contre Europacity et pour la préservation des terres agricoles.

Vous trouverez donc ci-joint [notre communiqué à ce sujet et appelant à la mobilisation du dimanche 17/01 à Gonesse](#) (...)

Contacts

CPTG : Bernard LOUP 06 76 90 11 62
ouiauxterresdegonesse@gmail.com ouiauxterresdegonesse.fr

CARMA : Alice LE ROY 06 03 95 31 43
groupermentcarma@gmail.com carmapaysdefrance.com



Cultiver plutôt que bétonner le Grand Paris

Sur le triangle de Gonesse, à la place du...

[YOUTUBE.COM](https://www.youtube.com)

Projet CARMA

Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables. Vous trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

[Consultez nos Communiqués de Presse](#)

[FAIRE UN DON](#)

[SIGNER LE SERMENT](#)

**Retrouvez-nous sur internet
et faites-nous connaître dans vos réseaux**

